

**SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE**  
**CGT, CFDT, CGT-FO, SUD**

---

**Déclaration liminaire sur les chiffres du chômage et l'indépendance de l'Insee**  
**CTP du 20 mars 2007**

-----

L'Insee est aujourd'hui dans une situation de crise sans précédent. Pour la première fois, une partie importante de la population et des principaux médias est maintenant persuadée que l'Insee obéit servilement au pouvoir politique.

Tous les agents de l'Insee sont touchés dans leur fierté professionnelle.

Comment tout ceci s'est-il passé ? Comment en est-on arrivé à voir partout dans la presse l'indépendance de l'Insee remise en cause ? Pour notre part, nous ne pensons pas que ce sont des pressions politiques directes qui sont à l'origine de tout cela.

Mais pour autant, nous vous considérons comme totalement responsables de l'enchaînement des événements qui a amené à cette situation de crise.

Malheureusement, nous pensons que vous avez géré la question de l'enquête emploi avec des méthodes aussi défectueuses que pour les questions de moyen terme. Simplement cela l'a été sur un sujet plus restreint et les résultats plus visibles car plus attendus.

Tout d'abord, des moyens insuffisants pour assurer un suivi des problèmes méthodologiques posés par l'enquête depuis sa création.

Ensuite, un manque de pertinence dans la réactivité, dès les premières alertes sur l'enquête, qui dès l'an dernier auraient dû conduire à une expertise.

Enfin, cette année, la prise de décision du report du calage du chiffre du chômage, évidemment lourde de conséquence, a été prise dans un cadre extrêmement restreint. Restreint et donc limité aussi dans la qualité de son expertise. Comme dans la définition préalable des objectifs centraux du moyen terme, ce genre de décision aurait dû être soumis à un débat plus large au sein de l'Insee, associant experts et représentants du personnel.

En attendant le moment où l'Insee pouvait enfin expliquer pourquoi ce choix déterminant avait été pris à la fin de l'année 2006, s'est déroulée la phase désastreuse du « secret », qui a duré de la fin janvier au 8 mars. Un pseudo-secret, en fait, que l'ampleur de la controverse politique autour des chiffres du chômage rendait totalement illusoire et d'autant plus contre-productif. Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, vous le savez. La faiblesse de votre argumentation, y compris en interne, auprès des agents de l'Insee, n'a échappé à personne.

Le 8 mars, la présentation de l'Insee n'a pas non plus convaincu les participants de la formation du CNIS. Votre argumentation a été bancal dès son annonce : le 16 janvier les arguments étaient axés sur le taux de non-réponse. Puis, plus tard, sur la comparaison avec d'autres sources. Mais vous n'avez fait que peu de démonstrations chiffrées. Peu de démonstrations également sur les comparaisons avec les autres sources.

Alors aujourd'hui, nous ne pouvons pas accepter votre argument selon lequel la crise serait résorbée, parce que la tempête médiatique est provisoirement calmée.

Oui, aujourd'hui nous vous demandons solennellement de vous donner les moyens de restaurer la confiance dans l'institut :

1 - Vous devez prendre des initiatives pour restaurer la crédibilité de l'enquête emploi. Nous pensons à un groupe de travail du CNIS chargé de mener un travail méthodologique sur cette enquête et concluant avant l'automne. Ce groupe, qui pourrait accueillir des experts de diverses institutions, doit aboutir à des décisions acceptées collégialement. Et, comme acte de transparence et d'ouverture, donner lieu à une communication publique à chaque étape.

2 - Vous devez vous adresser, personnellement, à tous les agents qui travaillent sur cette enquête, y compris les enquêteurs, pour les assurer de votre confiance, mais également de votre soutien. Contrairement à vous, ils ignorent le déroulement de l'affaire et elle est difficilement compréhensible pour eux. Vous devez vous engager ici fermement à ce qu'aucun d'entre eux ne soit sanctionné suite à ce qui ne relève que de votre responsabilité.

3 - Pour d'autres travaux, et notamment le plus visible d'entre eux, le recensement, lui aussi en continu, des doutes commencent à poindre sur la capacité de l'Insee à produire des résultats qui ne seront pas remis en cause dès leur publication. Nous vous demandons solennellement ici de mettre les moyens en effectifs et en logistique afin que le même type d'affaire ne se reproduise pas.

4 - De plus, l'indépendance de l'Insee est attaquée de toute part : attaque médiatique, politique...Le rapport établi par les pairs européens sur la mise en œuvre du Code de bonnes pratiques s'est retrouvé au cœur de la tourmente : ses propositions discutables deviennent, dans ce contexte, une menace pour l'intégrité de l'Insee.

Le rétablissement d'un climat de confiance interne est un préalable pour lui permettre de sortir de cette crise.